Le Canada,

JOURNAL QUOTIDIEN DU SOIR.

La Vallee de l'Ottawa,
Journal Hebdomadaire à 16 Pages.
BUREAUX :—568 ET 570 RUE SUSSEX,
OTTAWA, ONT.

Lundi, 28 Decembre, 1891.

ECHOS DU JOUR

M. Charles Thibault rentre dans la politique.

L'honorable M. Duhamel est dans le comté de Laprairie.

M. Mills a écrit une lettre publiée dans GLOBE, sur l'inconstitutionalité de la conduite de M. Angers.

Le cabinet est résolu de ne pas faire d'opposition à Messieurs Bourbonnais, Lussier et Monfette.

Les conservateurs de Matane parlent de choisir M. John Fergeson, seigneur de Métis pour leur candidat.

Dans l'article que nous avons publié samedi, relativement à la démission probable de M. Chapleau; il faut lire " sectaires " au lieu de " secrétaires "

Plusieurs jonrnaux ont annoncé que le HERALD de Montréal cessait sa publication avec le numéro de samedi dernier ; il nous est cependant arrivé aujourd'hui comme d'habitude.

La campagne électorale a commencée à Kingston samedi dernier. Sir John Thompson a porté la parole devant une grande assemblée des partisans de M. Metcalfe, le candidat conservateur. M. Gunn est le candidat libéral. La date de l'élection n'est pas encore fixée.

M. Thomas McGreevy a déclaré à un reporter du " FREE PRESS, qu'il ne subira pas de persécution plus longtemps de la part de ceux qui ont le plus profité de l'argent qu'il a obtenu des entrepreneurs publics. Il pourrait faire des révélations très intéressantes, à la cour d'assises.

Les brefs viennent d'être lancés pour une élection à Glengarry. La nomination est fixée au 7 janvier et le scrutin au 14 du même mois. M. R. R. McLennan sera le candidat conservateur.

L'arrivée de M. de Boucherville à Montréal samedi soir, n'a pas fait sensation parmi la jeunesse. Ce premier ministre rétrograde, essayant d'attirer à lui la jeunesse de notre fin de siècle, nous représente un ours dansant sur la corde. C'est une noble IMPUISSANCE, comme disait M. Chapleau et la jeunesse comprend que c'est une noble PUISSANCE qu'il nous faut.

Nous lisons dans LE CANADIEN :

Il devait y avoir 20,000 hommes—pas un de moins—pour porter sur leurs épaules M. de Boucherville et ses compagnons. Tout Montréal serait sur pied !

Hélas, à peine deux mille croyants ont répondu à l'appel, et sans les partisans des anciens ministres, il n'y eût pour ainsi dire pas eu d'auditoire. Vanité des vanités ! A quoi sert d'avoir un *de* devant son nom et tant de ministres sans portefeuille derrière soi ?

A quoi bon des fanfares et des entrepreneurs qui en paient la façon !

On mande de Berlin que l'épidémie de grippe continue à sévir en Galicie, dans la Prusse orientale et à Berlin. La région affectée par l'épidémie se rétrécit cependant du côté de l'Ouest.

Parmi les médecins, on parle beaucoup actuellement d'une conférence faite récemment par le professeur Nothnagel de Vienne, sur l'origine et le traitement de la grippe. Le professeur Nothnagel a déclaré que la maladie avait un caractère miasmatique bien prononcé, et qu'elle était certainement infectueuse et probablement contagieuse. Il a dit également que les personnes atteintes d'affections du cœur ou de la tuberculose devaient s'attendre à un désastreux résultat, si elles étaient atteintes en même temps de la grippe.

D'après le professeur Nothnagel, il n'y a pas de remède spécifique contre la grippe. Le traitement par l'antipyrine, l'antifébrine et la phénacétine ne doit pas être employé, lorsque la maladie est accompagnée de congestion pulmonaire ou de faiblesse de cœur. Dans ces cas, il vaut mieux le traiter par des stimulants, comme la digitale, l'eau-de-vie ou les injections sous-cutanées de camphre.

L'assemblée tenue à St Hyacinthe par M. Mercier était la plus considérable qu'il y ait jamais eu dans cette ville. L'ex premier ministre était accompagné de M. M. Tarte Turgeon, Lemieux, et plusieurs autres hommes politiques importants de Montréal.

On dit que le discours prononcé par M. Mercier est un des plus beaux de sa carrière politique. Nous y puisons ce qui suit.....

Si le lieutenant gouverneur peut renvoyer ses ministres arbitrairement, pour satisfaire les haines d'un parti politique et exécuter les ordres des autorités fédérales dont il relève, il n'y a plus de garanties pour les constitutions d'une province française et catholique, isolée comme l'est la nôtre dans une confédération peuplée par une majorité protestante et anglaise, et gouvernée par des hommes d'état que nous gênons.

La constitution nous garantit des écoles séparées et l'usage officiel de la langue française.

Mais si cette constitution peut être violée une fois, elle peut l'être plusieurs fois. Vous savez ce qui s'est passé dernièrement dans une province sœur au sujet des écoles séparées ; vous savez qu'un appel fut porté devant le gouverneur général en conseil par les catholiques du Manitoba, pour rétablir les droits de la minorité qui avaient été violés ; vous savez que les ministres fédéraux refusèrent d'intervenir ; vous savez enfin que le plus haut tribunal de ce pays, la cour suprême, a déclaré à l'unanimité inconstitutionnelle la loi dont on se plaignait.

UNE FEMME TROUVÉE MORTE

Mme Leonce Labelle a été trouvée morte ce matin, dans la maison de son mari sur la rue Rideau, portant au cou des marques de violences. On croit qu'elle a été etranglée. Son mari a été arrêté sous soupçon cet après-midi.

La Confiance de M. Angers

Nous lisons dans l'ELECTEUR :

Dans sa dernière lettre au lieutenant-gouverneur, M. Mercier lui dit : " Vous dites que vous me retirez votre confiance ; vous vous faites illusion, car vous le savez bien, vous me l'avez toujours refusée, cette confiance. "

Cette phrase est beaucoup plus significative que le public ne peut le soupçonner. Le secret d'office empêchait M. Mercier de s'expliquer plus clairement.

Il est bien connu, en effet, dans les cercles politiques que le séjour de M. Angers à Spencer Wood, n'a été qu'une conspiration de tous les instants contre M. Mercier et ses collègues.

Que de fois n'avons-nous pas entendu des plaintes amères s'élever des rangs de notre parti, parce que telle ou telle nomination, telle ou telle destitution pour cause de défalcation des deniers publics ou pour d'autres raisons non moins impérieuses, ne se faisaient pas ! Que de mécontentements ont été ainsi provoqués, sans qu'il y eut de la faute du gouvernement, ce qui n'empêchait pas que, c'était celui-ci qui en portait la responsabilité, parce qu'il avait la bouche close et n'avait pas le droit de dire que c'était le lieutenant-gouverneur qui refusait de signer ses ordres en conseil.

Nous savons, et nous pouvons affirmer, qu'il y a eu des masses d'arrêtés ministériels qui sont ainsi restés sans signature, et cela longtemps avant la rupture ouverte de septembre dernier.

Il y a plus : nous connaissons des cas où le lieutenant-gouverneur refusait de signer les ordres en conseil, en prétendant qu'ils étaient inconstitutionnels, et où des meneurs bleus intervenaient entre le chef de l'exécutif et le premier-ministre, allaient derrière le dos de celui-ci, discuter les prétendues questions de constitutionnalité avec M. Angers lui-même à son bureau à l'hôtel du gouvernement ou à Spencer-Wood, et finissaient par obtenir la signature du lieutenant-gouverneur, refusée à ses ministres pour graves raisons d'inconstitutionnalité !

On a vu des ordres en conseils du gouvernement Mercier se promener ainsi pendant des semaines, entre Spencer-Wood et les bureaux de certains politiciens bleus marquants !

Que de fois n'a-t-on pas entendu des personnes en relations d'affaires avec le gouvernement, dire qu'elles ne devaient nulle reconnaissance à celui-ci, parce qu'il n'aurait pas réussi sans eux, s'ils ne s'étaient eux-mêmes chargés de M. Angers !

Espérons que la lumière complète se fera un jour sur tous ces faits, soit devant les Communes, soit devant la prochaine Assemblée législative.

On dit que M. Carling va accepter la candidature à East Middlesex, en remplacement de M. Marshall, dont l'élection a été annulée. Les journaux avaient annoncé que M. Carling serait fait lieutenant-gouverneur d'Ontario, et qu'il serait remplacé dans le cabinet par M. Meredith. On annonce à présent que, M. Meredith va être mis de côté et que M. McCarthy sera appelé à former partie du ministère, avec espérance de succéder à M. Abbott. Dans ce cas, la succession de Sir Alexander Campbell, comme lieutenant-gouverneur d'Ontario, serait accordée à M. Geo. Kirkpatrick, député de Frontenac.

Le CANADIEN dit :

Les discours des ministres ne disent pas grand chose. Ils nous promettent d'être honnêtes. La belle affaire ! La drôle de nouvelle ! L'honnêteté, l'économie : Mais ! c'est le programme de tous les gouvernements.

Seulement, les ministres ont mal débuté : ils ont escamoté le pouvoir et outrageusement violé la constitution. Ils nous ont jeté en pleine révolution. Ils ont donné l'exemple du mépris des lois, et nous les tenons responsables des conséquences qui vont suivre. L'origine du cabinet impose à tous les citoyens éclairés l'obligation de le combattre. Le principe en jeu est trop essentiel à notre vie nationale pour que nous le méconnaissions, à la demande de MM. DeBoucherville, Beaubien, Flynn, etc.

Pas un des ministres n'a tenté de défendre les procédés sans précédent auxquels ils doivent leurs charges. Le fait est qu'ils n'en sont pas capables. Ils ont usurpé les fonctions qu'ils occupent, et ils administrent sans droit, les affaires publiques. La dissolution des chambres, qu'ils ont avisée, les met hors la loi ; et dans un pays moins paisible que le nôtre, un pareil attentat contre les droits de la population eût provoqué une résistance ouverte.

Le cabinet de Boucherville est coupable d'une fraude mille fois plus condamnable que celle qu'il reproche à M. Pacaud—d'une fraude contre le gouvernement responsable dans cette province.

Toutes les déclamations imaginaires ne feront pas perdre de vue ce fait capital. Cette question doit être vidée d'abord. Nous avons devant nous des usurpateurs de l'autorité, des violateurs des lois, un groupe d'hommes qui veulent rétablir le régime de l'arbitraire.

Courrier de Paris.

Les Troubles en Chine.

NOUVELLES DE ROME

L'Incident Chadourne.

LA GUERRE AU CHILI.

NOUVELLES DE PARTOUT

(Service spécial de dépêches télégraphiques)

COURRIER DE PARIS

PARIS, 28 déc.—La bataille parlementaire est finie, sans que la grave question engagée dans la lutte ait été tranchée ; et elle ne pouvait pas l'être ainsi en 48 heures. Mais, on peut dire qu'elle a fait un pas vers la solution, et que, parmi les catholiques, dans les rangs même du clergé, on commence à se demander sérieusement si la séparation ne vaudrait pas mieux que le servage actuel, si la marche des choses ne l'imposera pas plus tôt qu'on ne pense, et s'il ne conviendrait pas, dès maintenant, de s'y préparer.

Sans doute, cette rupture de longues habitudes, ce saut dans l'inconnu inquiètent beaucoup d'esprits qui n'envisagent pas, sans appréhensions, le lendemain d'un pareil divorce. Ils reconnaissent tous les inconvénients du Concordat de 1801, tel qu'il est entendu et pratiqué par l'Etat, toutes les atteintes qu'il porte à l'indépendance, aux droits, à la dignité de l'Eglise, et par suite à son action sur les âmes ; mais, d'autre part, ils se posent ce redoutable problème : si le clergé était brusquement dépouillé de l'indemnité qu'il reçoit, des bâtiments qu'il occupe, des temples, des séminaires, des presbytères, qui sont la propriété de l'Etat ou des communes, où trouverait-il les ressources nécessaires pour maintenir le culte et pour subsister lui-même ?

Pour répondre à ces questions, il faut d'abord rechercher ce qui se passe ailleurs et voir comment vit l'Eglise catholique dans les pays où il n'existe pas de Concordat, où elle ne reçoit aucune subvention du budget, et où cependant elle se développe et prospère. C'est là un instructif voyage à faire et la première des informations à recueillir pour éclairer la solution du problème.

Le principal exemple qu'on invoque d'habitude à ce sujet est celui des Etats-Unis. Mais si l'on voit, en effet, de l'autre côté de l'Océan, une Eglise catholique pleine de sève et d'expansion, on ne sait généralement pas, comment elle fonctionne et quel est le mécanisme de son organisation.

Précisément, un de nos anciens ministres, catholique et libéral à la fois, M. le vicomte de Meaux, gendre du comte de Montalembert, a eu la pensée prévoyante d'aller étudier sur place cette attachante question, et il publiait hier dans le CORRESPONDANT l'ensemble des observations curieuses qu'il a rapportées du Nouveau-Monde. Ce n'est pas en un article de journal qu'il est possible de résumer son lumineux travail, mais on en peut tout au moins tirer quelques indications précieuses et viriment révélatrices pour la solution qui nous préoccupe.

—Louis Anastay, arrêté sous la prévention d'avoir assassiné la baronne Dellard, vient d'avouer son crime. Il dit qu'il a été poussé à cet assassinat par la nécessité de payer des dettes pour ne pas être déshonoré, et que cette pensée l'avait pour ainsi dire rendu fou. Il a quitté Lyon le 1er décembre avec l'intention bien arrêtée de se procurer de l'argent même en ayant recours au meurtre. Avant de quitter Lyon il a acheté un couteau dont il s'est servi pour commettre son crime.

Arrivé chez la baronne Dellard, celle-ci lui a ouvert la porte, car elle l'a aussitôt reconnu. La baronne l'a introduit dans sa chambre ; Anastay lui a demandé si elle était seule et sur la réponse affirmative qu'il a obtenue, Anastay s'est jeté sur sa victime et lui a coupé la gorge. Tandis qu'il fouillait les armoires et le secrétaire pour trouver l'argent, il a entendu rentrer la servante. Il s'est aussitôt précipité sur elle pour la tuer, mais le coutoau est tombé de ses mains, au cours de la lutte qu'il a eu à soutenir avec la servante ; il s'est enfui sans avoir pu prendre un sou.

Les aveux de Louis Anastay sont tout aussi étranges que son arrestation que l'on croyait bien risquée. En somme, elle fait grand honneur à la perspicacité de la police.

—L'arrestation du lieutenant Anastay est due aux renseignements donnés par une femme qui avait été sa maîtresse et qu'il avait abandonnée. Anastay était un protégé de la famille Dellard qui lui avait rendu de fréquents services.

NOUVELLES DE ROME

ROME, 28 déc.—Au moment où l'on célébrait la messe de minuit dans une église à Valencia, quatre bombes ont fait explosion à l'intérieur de l'édifice. Les lumières se sont éteintes et les fidèles, frappés de terreur, étaient incapables de bouger. Le premier instant de frayeur passé, ils se sont mis à crier et à se précipiter vers les portes avec furie. L'église était pleine de fumée et de poussière, ce qui ajoutait encore à la confusion et à la terreur.

Lorsque la fumée se fut dissipée, on a reconnu que le grand autel avait été détruit et que plusieurs personnes qui se trouvaient près de là étaient blessées. Le mur d'un côté de l'église avait été aussi démoli et nombre de fidèles avaient été contusionnés par la chute des débris. On a arrêté deux personnes soupçonnées d'avoir jeté les bombes.

Les dernières nouvelles sorties du Vatican ne laissent plus aucun doute sur l'état du pape Léon XIII. Il approche de la mort à grands pas. On ne parvient à maintenir son énergie vitale que par toute sorte de moyens. Par exemple, avant le dernier consistoire où il a prononcé un discours, on lui a fait respirer de grandes quantités d'oxygène, jusqu'au moment où il est entré dans la salle de réunion.

Les médecins du pape croient qu'il ne peut pas vivre beaucoup plus de six mois. En réalité, il est bien probable que sa fin est plus proche que ne le disent ses médecins et qu'il ne verra pas l'été prochain.

LES TROUBLES EN CHINE

LONDRES, 28 déc.—Depuis quelque temps, la presse de Londres est unanime à demander que les gouvernements européens agissent le plus promptement possible, pour obtenir des autorités chinoises une vigoureuse répression des attentats contre les chrétiens et les Européens. Tous les journaux estiment d'ailleurs qu'il faut s'attacher en même temps à ménager les susceptibilités du gouvernement chinois.

Il peut paraître étrange, au premier abord, que la presse anglaise parle ainsi, alors que des télégrammes triomphants annoncent la victoire des troupes impériales sur les rebelles du Nord ; la vérité est qu'elle n'a pas pris le change sur ces télégrammes. Elle sait fort bien que l'opinion publique a confondu deux choses, les révoltes insignifiantes du nord de la Chine et les massacres qui ont eu lieu, sur un signal donné d'assez haut, dans des régions aussi éloignées les unes des autres que les provinces de Honpeh, de Shing King et de Kirin. Les révoltes ne l'ont jamais inquiétée ; mais la situation des Européens, des missionnaires et des Chinois convertis au christianisme n'a pas cessé de la préoccuper, et c'est pour la protection de ceux-ci qu'elle élève la voix.

" Ma's dit la *République française*, si confuses et ignorées que soient les intentions véritables du Fils du Ciel et de son conseil, la politique de l'Europe en Extrême-Orient les dépassen encore en incohérence et en obscurité. Toutes les puissances s'accordent à déplorer les menaces, les massacres, les incendies dont sont victimes leurs nationaux à condamner la malveillance des mandarins l'inertie du Tsong-li Yamen. Leur concert s'arrête là. Nulle part peut être plus qu'en Extrême-Orient n'éclatent la jalousie et la méfiance, la divergence d'intérêts ou de ce qu'on croit être les intérêts des Etats européens. La politique de l'Angleterre est pleine de mystères. Ses journaux sont remplis d'attaques contre la Chine, de lamentations sur le sort des missionnaires, et pourtant son gouvernement repousse formellement toute proposition tendant à une action commune, même simplement diplomatique. On devine des intrigues actives, peut-être des arrangements déjà conclus ou des alliances éventuelles.

" L'Allemagne, espérant bénéficier des progrès de l'influence anglaise en Chine, prend modèle en tout sur son amie du moment. La Russie, qui se méfie avec raison de la politique chinoise de l'Angleterre, se tient à l'écart ; la France, enfin, intéressée comme la Russie à entretenir des relations pacifiques avec les voisins directs du Tonquin, et peu soucieuse de faire le jeu de l'Angleterre et de l'Allemagne, rejette toute idée d'intervention armée. Ainsi, la Chine forte des divisions de l'Europe, peut-être admise dans ses combinaisons politiques et militaires et sûre d'une longue impunité, laisse tranquillement les "patriotes" chinois réaliser leur œuvre de haine et d'exclusion. L'Europe sera peut-être un jour bien étonnée de se trouver à la porte de la Chine, dont elle avait franchi le seuil. Jamais parilie disgrâce n'aura été plus méritée. "

L'INCIDENT CHADOURNE

LONDRES, 28 déc.—Sir William White, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, est passé à Sofia. Il a eu une entrevue assez courte avec M. Stambouloff, premier ministre de Bulgarie. On raconte que lord Salisbury a donné au gouvernement bulgare le conseil d'accorder une large satisfaction à la France à l'égard de l'incident actuel.

Un haut fonctionnaire du Foreign Office croit que lord Salisbury, suivant une marche isolée en cette circonstance, presse M. Stambouloff d'accéder à la demande de M. Ribot, ministre des affaires étrangères de France, bien que le gouvernement de Berlin, à la connaissance de tous, conseille une politique tout opposée.

M. O'Conor, le représentant de l'Angleterre à Sofia, explique dans ses rapports qu'il ne serait pas prudent d'exposer à un examen sérieux la manière de gouverner de M. Stambouloff, examen qu'amènerait la considération des puissances européennes réunies, concernant la demande de M. Ribot. Celles-ci, en effet, auraient à délibérer sur plusiers chefs d'accusation, contre Stambouloff, violation des Capitulations, arrestations en masses, longs emprisonnements sans faire subir de jugement, et un système cruel de tortures pour forcer les prisonniers à avouer des fautes que souvent ils n'ont pas commises. En outre de l'expulsion de M. Chadourne, on en reproche bien d'autres à M. Stambouloff dans le cours de son gouvernement despotique. C'est pourquoi lord Salisbury cherche à arranger l'affaire à l'amiable. M. Stambouloff menace de donner sa démission, s'il n'obtient pas le support sans restriction de l'Angleterre. Comme son successeur, en cette circonstance, serait M. Stoïloff, qui suivrait une politique russophile, il est possible que cette perspective fasse changer lord Salisbury de vues à l'égard de cette question.

M. Ribot veut forcément mettre au jour les nouvelles atrocités commises en Bulgarie, il a donc appelé à Paris M. Chadourne pour le styler à ce sujet. Les journaux de Vienne essayent de tourner Chadourne en ridicule ; ils l'appelient ancien garçon de salle et ancien chanteur de café concert. En réalité, Chadourne a servi trois ans dans l'armée active en France. Il devint ensuite secrétaire particulier du prince Alexandre de Battenberg, tandis que celui-ci était prince de Bulgarie. Il a suivi le sort de Battenberg pendant quelque temps après que ce dernier eût abdiqué ; puis, il est retourné à Sofia où il fut le secrétaire, sans aucune rétribution, de l'agent consulaire de France et correspondant de l'agence Havas. Au fond, il en sait trop aux yeux de M. Stambouloff.

AMERIQUE

LA GUERRE AU CHILI

NEW YORK 28 déc.—La guerre avec le Chili est plus que jamais à l'ordre du jour à Washington. Telle est au moins, l'impression des communications reçues de la capitale par le HERALD et le TIMES. Le premier publie ce qui suit :

" Il n'y a pas d'amélioration dans la situation chilienne. En réalité, les départements d'Etat et de la marine semblent être d'humeur de plus en plus belliqueuse. Il y a quelques jours, presque tous les fonctionnaires des deux départements croyaient que rien de moins qu'une démonstration navale n'amènerait le Chili à composition ; aujourd'hui il y en a qui vont jusqu'à déclarer que la guerre est inévitable. Un officier supérieur d'un sentiment conservateur reconnu et en position de connaître exactement la situation, a dit sérieusement qu'il n'y avait absolument aucun espoir d'un réglement amiable. " Le président Harrison, a ajouté cet officier, est résolu à maintenir la position qu'il a prise dans son premier message au Chili. C'est la pensée de presque tous les fonctionnaires du gouvernement. L'administration est allée si loin dans son attitude agressive envers le Chili, qu'il n'est plus possible de reculer, et ceux qui connais-ent le caractère chilien n'ont pas la plus petite idée qu'il cède sur un seul point à moins qu'il n'y soit contraint par la force des armes. "

La correspondance du TIMES est exactement dans le même sens, et presque dans les mêmes termes :

"L'opinion générale à Washington, est-il dit, est que la guerre est inévitable. Jusqu'à ces jours-ci, on pensait que le Chili garderait une attitude de défi jusqu'au dernier moment, et qu'il finirait par céder. Mais l'espoir d'un arrangement amiable diminue chaque jour, et il est à peine douteux qu'il ne faille recourir à la force, pour obtenir la satisfaction refusée à la diplomatie pour l'insulte faite aux Etats-Unis.

"Le département de la marine est toujours mystérieux et n'admet pas qu'il se livre à des préparatifs extraordinaires ; mais il est certain que, quand le congrès se réunira après les fêtes, la marine sera mieux préparée qu'elle ne l'est aujourd'hui pour des opérations actives. Lorsque le président enverra son message spécial aux chambres, le département sera en mesure, sans plus de délai d'affréter un lot de navires marchands à San Francisco, pour en faire des croiseurs auxiliaires ou des transports à charbon. Le secrétaire Tracy reçoit quotidiennement des offres de bâtiments à vendre ou à louer. Nombre de propriétaires de yachts rapides les ont mis à la disposition du secrétaire de la marine, pour être transformés en torpilleurs. Ces lettres sont conservées pour être utilisées au besoin.

" Depuis quelques jours, on parle beaucoup de la possibilité du concours du Pérou du côté des Etats-Unis. Cette assistance serait précieuse parce que les ports du Pérou fourniraient des stations pour l'approvisionnement des bâtiments américains ; de plus l'armée péruvienne coopérerait avec les troupes de terre qui pourraient être débarquées. En retour, le Pérou rentrerait probablement à la conclusion de la paix, en possession des provinces de Tarapaca, de Tacca et d'Arica, qui lui ont été enlevé après la guerre de 1881 83. La perspective de perdre ces provinces pourrait calmer l'erreur des Chiliens, et peut-être alors n'y aurait-il pas de guerre. Mais pour le moment la présente situation ne fait guère prévoir une solution pacifique. "

FAITS DIVERS.

LA CATASTROPHE DE JOHNSTOWN

Le procès intenté par les parents des victimes de la terrible inondation de Johnstown (Pennsylvanie), au South Fork Fishing Club, et à son président, le " colonel " Unger, est venu ces jours ci devant le tribunal d'Ebensberg ; mais l'affaire a ajournée de nouveau au mois de février prochain.

On sait que l'étang, qui a causé la catastrophe en crevant, appartenait au South Fork Fishing Club. Or, dans leur requête introductive d'instance, les plaignants déclarent que la digue n'avais pas été construite assez solidement pour résister à la masse d'eau contenu dans l'étang, et que l'inondation a été le résultat de la négligence coupable de ses propriétaires. En conséquence, les plaignants demandent $200,000 de dommages intérêts au club et autant à son président.

On dit que cette fois, le procès se plaidera définitivement au mois de février, à moins qu'une transaction n'intervienne avant cette époque.

(A continuer sur la troisième page)

FOURRURES.

Des ordres pour livraison immediate peuvent etre pris a present.

R. J. DEVLIN.

Pharmacie Rideau.

VENEZ VOIR
—NOS—
PRESENTS
—DE—
NOEL
—ET DU—
Jour de l'An.

BELANGER & CIE.
Pharmaciens.
128 Rue Rideau.
TÉLÉPHONE BELL No. 59.

Les Dames Qui désirent se procurer des Vins, des Ales ou des Liqueurs comme médecine ou pour l'usage de leur famille, sont cordialement invités à les acheter à notre magasin, où aucun bar, ni rien de déplacé n'existent. Un service diligent et courtois est assuré.

R. A. STARRS & CIE.
61 & 63 Rue Clarence.

Coupez ceci, apportez ou envoyez-le nous et avec chaque achat d'une Piastre ou au delà, pendant le mois de Décembre, nous donnerons à chaque Dame, une bouteille de Vin, Porto, Sherry ou Claret, comme Souvenir.

PLUS D'ASTHME
Oppression, Catarrhe, par la POUDRE CLERY
A obtenu les plus hautes récompenses. — Dépôt dans toutes les pharmacies.

LES MEILLEURES
PHOTOGRAPHIES !
—A—
L'Elite Photo Studio
117 RUE SPARKS.
Diplome Accorde a l'Exposition Centrale Canadienne.
Une Dame parlant Français reçoit les visiteurs.

NEVILLE
97 RUE RIDEAU.
Ce Magasin de
VINS
—ET—
LIQUEURS
SI BIEN CONNU
Et Réouvert
Prix sans concurrence possible
NEVILLE & CO,
97 Rue Rideau.

La Belle Neige est Arrivee
Ainsi que mon Assortiment de Marchandises pour Noel.

Tout du frais, voire : Nouveaux Raisins (London Layers.) Valence et Sultanas, Groseilles, Citron, Orange et Lemon Peel.
Un assortiment complet d'Extraits d'Essence. Nouvelles Dattes, Figues, Prunes, Oranges, Gelées, Citrons, Mince Meats. Marchandises en Cannes (toutes fraîches), Tomates, Maïs, Pois, Fèves. (En Fruits) Fraises, Mûres, Bleuets, Prunes, Poires, Pêches, Pommes.
Et n'oubliez pas mon célèbre Thé de 25c. Thé, 5 livres pour $1.00.

"Joyeux Noel a Tous."

JOHN CASEY,
FONDÉ DE POUVOIR.
RUE DALHOUSIE.

Avis aux Chasseurs

QUÉBEC, 23 Septembre, 1891.

MONSIEUR,—Les journaux, depuis l'ouverture de la saison de la chasse, publient presque tous les jours, que des personnes étrangères à la Province de Québec et à celle d'Ontario ont chassé et chassent encore dans les limites de cette Province.

J'ai à vous faire remarquer, en conséquence, que c'est votre devoir, aussi bien qu'celui de tous les gardes-forestiers sous votre contrôle, de surveiller à ce que les lois de chasse soient exactement observées par chacun et de demander à toute personne non-domiciliée comme susdit, un permis de ce Département et à défaut de ce permis, de poursuivre ces violateurs des droits de chasse conformément à la loi.

F. E. TACHÉ,
Asst.-Commissaire.

J. B. CHARLESON, Ecr.
Surint. des Gardes-Forestiers,
Ottawa.

PISO'S CURE FOR
La Meilleur Cure de la tousse
En vente dans toutes les pharmacies.
CONSUMPTION
25 CTS

Pain Electrique.

Résultat d'années d'études et d'expériences coûtant très-cher.

JAS. WARNOCK.
494 RUE SUSSEX.
Telephone 534.

CHEMIN DE FER
INTERCOLONIAL

La route directe entre l'Ouest et tous les points du bas du St. Laurent, de la Baie des Chaleurs, province de Québec ; ainsi que le Nouveau Brunswick, la Nouvelle Ecosse, l'Ile du Prince Edouard, le Cap Breton, les Iles de la Madeleine, Terreneuve et St. Pierre.

Les trains express quittent Montréal et Halifax, tous les jours (dimanches excepté) et se rendent à destination de tous ces points sans changement de chars, en 27 heures et 30 minutes.

Les chars des trains express directs sur le Chemin de l'Intercolonal sont brillamment éclairés par l'électricité et sont chauffés par la vapeur de la locomotive même, ce qui ajoute considérablement au confort et à la sécurité des voyageurs.

A tous les trains directs sont attachés de chars réfectoirs et dortoirs, nouveaux et élégants de même que les chars salons pour le jour.

Les bains de mer les plus en vogue, ainsi que les endroits de pêche les plus recherchés sont situés sur la route de l'Intercolonial qui s'y arrête.

L'attention des expéditeurs est appelée sur les grandes facilités offertes pour le transport de la farine et en général de toutes les marchandises à destination des Provinces de l'Est de Terreneuve, aussi pour l'exportation de grains et des produits expédiés aux marchés de l'Europe.

Pour billets et informations concernant le prix et le passage s'adresser à
E. KING, agent des billets,
27 rue Sparks, Ottawa, ou à
H. W. ROBINSON,
Agent du Fret et des Passagers pour l'Est, P.Q
136½ rue St. Jacques, en face du St. Lawrence Hall, Montréal
D. POTTINGER, Surintendant Général,
Bureau du Chemin de Fer, Moncton, N.B., 18 Juin, 1891.

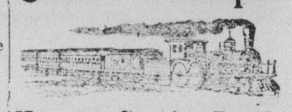
SUCRE
5 CTS.

Nous offrons actuellement au public et nous servons à nos clients un vrai bon sucre à 5 cents la livre, c'est-à-dire à ceux qui achètent une livre de notre célèbre thé.

Spécial à ce mois : une petite consignation de thé de 25 cents.

STROUD BROS.
RUES RIDEAU & SPARKS
97 Rue Rideau.

CHEMIN DE FER
Canada Atlantique.



Nouveau Service Rapide
—ET—
La Ligne la Plus Courte et la Plus Rapide.
En activité le 29 Juin 1891.

LES CONVOIS PARTIRONT DE LA GARE DE LA RUE ELGIN COMME SUIT :

8.00 A. M. L'EXPRESS DE MONTRÉAL rapide arrêtant à toutes les stations entre Ottawa et le Côteau, se reliant à la jonction du Côteau avec les trains du Grand Tronc pour l'Ouest, et à Montréal avec tous les trains pour l'est, et le sud. Arrive à Montréal à 11.35.

5.00 P. M. L'EXPRESS DE MONTRÉAL rapide limité n'arrêtant qu'à Casselman et à Alexandria entre Ottawa et le Côteau, a un char réfectoir, et arrive à Montréal à 8.20, se reliant aux trains du Vermont Central et du Grand Tronc pour tous les points à l'Est. Portland, Rivière du Loup, Dalhousie, etc.

2.40 P.M. L'EXPRESS DE BOSTON et NEW-YORK (passant par le Côteau et le nouveau pont en acier ; pour Rouse's Point, St Albans, Saratoga, Troy, Albany, Boston, New-York, Philadelphie, et tous les points au sud, avec chars dortoirs de Wagner depuis Ottawa jusqu'à Boston et Ottawa et New-York. (Ce train arrête à toutes les stations entre Ottawa et Rouse's Point.

2.40 P.M. POUR MONTRÉAL, arrive à Montréal à 7.05 p.m.

LES TRAINS ARRIVERONT COMME SUIT :

11.35 EXPRESS DE BOSTON et New-York et de tous les points intermédiaires. Arrêt à toutes les stations entre Rouses Point et Ottawa. Laisse Boston à 7.00 P.M. et New York à 7.00 P.M.

12.30 Express rapide de Montréal, Portland, Québec et Dalhousie. Train laisse Montréal à 9 A.M., n'arrête qu'à Alexandria sauf pour laisser des passagers venant des stations sur le Grand Tronc.

9.45 P.M. Express rapide de Montréal, Québec, Halifax, St. Jean, N.B., tous les points sur l'Intercolonial et le Sud. Laisse Montréal à 6.15 P.M. à l'arrivée de l'Express d'Halifax et arrête à toutes les stations.

Pour toutes informations s'adresser à l'Agent Local pour la vente des Billets, au coin des rues Sparks et Elgin.

E. J. CHAMBERLIN, Surintendant-Général.
C. J. SMITH, Agent Général des Passagers
Ottawa, 29 Juin 1890.

Le remède de Piso pour le catarrhe est le meilleur, le plus agréable à prendre, et le meilleur marché.
CATARRH

MEILLEUR ORIGINAL DISPONIBLE